

## ANALYSE DU 31 août 2010

### TRANSPARENCE ET VERITE AU TOGO : ENTRE "INCIDENTS" ET OPERATIONS PUNITIVES

Le Togo traverse une période difficile depuis les élections du 4 mars 2010 entachées d'irrégularités graves. Le silence des uns et des autres a contribué à ouvrir la voie à une situation d'insurrection larvée. Les marches et veillées de prière qui ne sont que des expressions de contestation dans un pays où l'on kidnappe, tue, et négocie après, pose problème. La réalité est que ces entorses aux droits humains et à la démocratie sont de plus en plus qualifiées d' et restent impunies. On ne sait plus qui dirige l'armée à moins que comme Al Qu'Aïda, il y ait des entités autonomes qui se chargent de faire des opérations punitives, parfois sans en informer la hiérarchie militaire, difficile à identifier dans une opacité institutionnalisée. Avec des pourparlers qui se profilent pour trouver peut-être une sortie de crise à l'avantage de ceux qui ont poussé le Togo dans cette crise, il y a lieu, pour les mouvements citoyens indépendants de chercher à faire émerger une partie de ce qui reste de la transparence et de la vérité au Togo.

#### 1. INCIDENTS ET IMPUNITE AU TOGO

Un officier supérieur non-Togolais, coopérant militaire, a eu le 10 août 2010 un « comportement gênant » en plein milieu d'une manifestation pacifique des partis politiques alternatifs togolais pour exiger le retour de la vérité des urnes et la transparence judiciaire au Togo. Le développement interne de cette situation dans la vie politique mouvementée du Togo ouvre un éclairage nouveau sur une seule question : **qui dirige effectivement les forces de sécurité du Togo ? Qui sera tenu responsable un jour devant les tribunaux d'exception pour les exactions commises ?**

Le Ministère togolais de la Défense et des Anciens Combattants vient publiquement de . Il faut donc croire que le Ministère qui s'exprime au nom du gouvernement togolais, ne voit aussi dans l'inversion des résultats des élections du 4 mars 2010, qu'un incident sans portée majeure. Le seul problème est que le peuple togolais ne le voit de la même manière. En mettant l'accent sur c'est la minimalisation des problèmes créés par le pouvoir en place qui doit interpeller le Peuple togolais, les humanistes et membres de la communauté internationale.

Le fait que le Ministère de la Défense ne s'offusque que des dégâts matériels subis par le véhicule des forces armées togolaises, signifie que le matériel est plus important que les individus que l'on kidnappe, comme Mrs FOLIKPO, ASSIMA et DOSSEH-AZANLEKO et tous les prisonniers politiques détenus sans raison dans les geôles insalubres togolaises. Les Togolais et Togolaises savent maintenant que les égratignures sur un véhicule des FAT sont plus importantes que les mauvais



# Mouvement Citoyen

traitements physiques subis par les citoyens togolais qui sont kidnappés et que les mêmes forces armées ne se soucient nullement de leur état de santé, de liberté et de vie.

Le Togo ressemble désormais à une post colonie, dans laquelle ne comptent guère la vie et l'intégrité physique des Togolais souhaitant une alternative politique au Togo, qui le manifestent publiquement en respectant les principes de la Constitution togolaise, modifiée à plusieurs reprises par le pouvoir RPT, mais pourtant soutenue par les FAT. Tous ces gens feignent d'oublier que le mépris du Peuple est l'apanage des pouvoirs usurpés qui par ailleurs n'ont aucune légitimité.

L'« esprit des FAT antirépublicain » prend un relief singulier lorsque le Ministère de la défense déclare, sans se rendre compte de son propos antidémocratique que

*témoin de nationalité togolaise qui l'a mise en ligne sur le Web (...)*

Ceci en dit long sur le respect des libertés au Togo, notamment les libertés d'information et de communication. Le Ministère de la Défense fait ainsi l'aveu qu'à l'avenir tout sera fait pour que les dits « incidents » se passent à l'abri des regards indiscrets de la presse et des médias libres, ne soient plus filmés et diffusés sur l'Internet...

Si le peuple togolais pouvait diffuser sur l'Internet la manière dont les prisonniers politiques togolais sont kidnappés, torturés, privés de liberté, dégradés, piqués contre leur volonté avec des produits de destruction intellectuelle massive, peut-être les Forces Armées Togolaises pourraient enfin se déterminer en regardant du côté de la vérité des urnes. Car les objectifs d'une armée républicaine digne de ce nom, ne consistent pas à faire taire la transparence et à piétiner les principes fondamentaux de l'Etat de droit. A défaut, il y a lieu de changer leur statut pour leur permettre d'accéder à celui d'anciens combattants contre le Peuple togolais.

Le Ministère de la Défense et des Anciens Combattants peut toujours présenter ses factures à ceux qui ont financé ses équipements pour tirer sur le véhicule de Jean Pierre Fabre, à moins qu'il ne s'agisse uniquement là aussi d'un **incident**... ! Cette vision togolaise très manichéenne concluant à un simple incident au Togo alors qu'il s'agit d'une atteinte aux droits humains élémentaires, rappelle étrangement les frasques d'un certain politicien d'extrême droite français, Jean Marie LE PEN qui avait osé affirmer à une certaine époque que les

L'armée togolaise et le Ministère de la Défense devraient s'interroger sur les causes des événements au Togo et avoir le courage d'annoncer au Peuple togolais qui, au sein de cette armée, est du côté de la **contre-vérité des urnes** et qui se range dans le **camp de la vérité des urnes**. L'avenir du Togo en dépend, car le retour de la confiance entre les Togolais, et l'instauration de la confiance entre les Forces armées togolaises et le Peuple togolais sont à ce prix ! L'ensemble des événements du mois d'août ne sont donc pas considérés par le peuple togolais comme un simple incident, mais agissent au contraire comme un révélateur de pratiques inacceptables et encouragent la renaissance de la conscience du nationalisme togolais.

L'« incident » que l'on cherche à minimiser, ramène sur le devant de la scène politique un débat que des mouvements citoyens comme le Collectif pour la vérité des urnes (CVU) ont posé avec solennité au moment de la formation du nouveau gouvernement, à propos du « vrai-faux » Ministère de la Défense au Togo. Pour éclairer complètement l'opinion nationale et internationale, il faut rappeler que depuis le 28 mai 2010, jour de proclamation du Gouvernement HOUNGBO II, les Togolais ont constaté qu'il n'y a plus de Ministère de la Défense et des Anciens Combattants au Togo. Nulle part sur la liste officielle des nouveaux Ministres publiée par le Journal Officiel de la République togolaise, on ne trouve de titulaire d'un tel département, bien qu'il y ait une armée chargée de la défense du Territoire.

La grande question est de savoir qui est aujourd'hui ce Ministre de la Défense et des Anciens Combattants, invisible et tapi dans l'ombre ? Surtout dans un contexte où chacun sait dorénavant au Togo que l'armée est coupée en deux : d'un côté des Républicains qui méritent le respect et le soutien du Peuple togolais, de l'autre ceux qui ne font pas honneur aux principes appris dans les écoles militaires, s'éloignent de l'éthique pour satisfaire des intérêts personnels ou groupes d'intérêt qui travaillent contre l'intérêt supérieur du peuple togolais. La question est de savoir également qui a imaginé et conçu un tel texte signé tout simplement de la dénomination d'un Ministère fictif.

Ainsi, le « vrai-faux » Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, est donc très mal inspiré et surtout très maladroit lorsqu'il pense se dédouaner à bon compte en déclarant :

A moins qu'il soit déjà programmé que demain, la partie non-républicaine de l'armée togolaise soit instrumentalisée contre le Peuple togolais !

## **2. INSECURITE : MISSION PUNITIVE DANS LE VILLAGE DE KPADAPE**

Il importe de rappeler à la communauté internationale que pendant que le ministère togolais considère qu'il y a eu incident sur le dossier avec le militaire français, des militaires identifiés comme des Bérets rouges ont perpétré des violences inouïes dans le village de KPADAPE à quelques km de Lomé, le 21 août 2010, ceci pendant trois jours sans que les médias n'aient pu en informer les populations. Cette forme d'incident qui demeure souvent sertie dans un silence imposé aux médias, n'arrive que rarement aux oreilles des chancelleries occidentales. Il ne faut donc absolument pas faire l'amalgame entre les militaires républicains et les militaires antirépublicains au Togo.

L'absence d'un ministre de la défense et le flou au sommet de l'Etat sur le vrai commanditaire de ces violences perpétrées par des militaires togolais contre les populations pose un grave problème de sécurité dans un Etat de plus en plus défaillant. La communauté internationale a intérêt à



# Mouvement Citoyen

prendre ses dispositions et augmenter le niveau de sécurité en informant les éventuels visiteurs et touristes téméraires souhaitant se rendre au Togo.

La vraie raison de cette violence de militaires anti-républicains ne peut qu'être liée au fait que cette localité a massivement voté pour les partis de l'alternance et que la jeunesse contrainte au chômage souhaite faire confiance à des équipes de responsables politiques qui peuvent aider à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté. C'est ainsi qu'une grande majorité de la population de cette localité et plus particulièrement les jeunes présents dans les bureaux de vote ont refusé et refusent à ce jour l'inversion et la transfiguration des résultats électoraux des dernières élections présidentielles dans leur localité.

Ne pouvant faire violence à tous les jeunes et à toute la population de cette localité, les militaires s'en sont pris au premier responsable du village. Aussi, sans preuve et sur la base de l'arbitraire qui est devenu le droit commun au Togo depuis l'annonce unilatérale de Faure Gnassingbé comme Président, le Chef du Village a été destitué au motif qu'il aurait incité la population à refuser de porter ses suffrages sur Faure Gnassingbé. La chasse aux sorcières se fait bien au Togo et la communauté internationale reste coupablement silencieuse. Il y a lieu de constater un exode massif des populations de cette localité, vers le Ghana et les préfectures voisines. Les mouvements citoyens togolais de la Diaspora et du Togo espèrent que cette situation ne sera pas prise à la légère par le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). En conséquence, les mouvements citoyens togolais demandent aux autorités ghanéennes et béninoises d'accueillir avec dignité la population de KPADAPE et d'accorder, si nécessaire, un droit d'asile au Chef du village.

Les mouvements citoyens togolais, et le CVU en particulier, exhortent la Communauté internationale de faire remonter les informations auprès de leurs services secrets et de procéder aux vérifications y compris en utilisant leurs satellites d'observation.

A force de voir un silence des cimetières s'installer au Togo, la communauté internationale semble de plus en plus se faire complice de l'émergence d'une situation pré-insurrectionnelle qui pourrait rapidement devenir incontrôlable, surtout que de nombreux autres villages commencent à signaler les mêmes mésaventures et procédés que certainement les ministères en charge de la sécurité publique vont qualifier « d'incidents mineurs ».

31 août 2010



Coordinateur international provisoire

Responsable de la communication

**Dr Yves Ekoué AMAÏZO**

**François FABREGAT**